



Évaluations nationales : derrière l’affichage ministériel, des inégalités qui perdurent

La publication des résultats des évaluations nationales 2025 confirme une nouvelle fois l'écart entre la communication du ministère et la réalité constatée dans les classes.

Si le ministère évoque une « forte mobilisation » des enseignant·es, celle-ci n'existe pas : les évaluations sont passées parce que les équipes y sont contraintes sous menace de sanctions. Seule une relation de confiance, non fondée sur des pressions hiérarchiques, permettrait de créer de véritables dynamiques positives, alors que 46 % des professeur·es des écoles déclarent être en situation de stress (TALIS).

Le ministère met en avant des progrès en « fluence ». Mais les données de sixième montrent une évolution alarmante. Si cette compétence progresse effectivement, la compréhension de l'écrit s'effondre depuis trois ans.

Cette évolution « inversée » démontre que l'entraînement à la lecture chronométrée, imposé depuis 2018, est inutile pour construire les compétences de lecture et même délétère, car il nuit à la compréhension. Cette pratique doit cesser. Elle illustre les dérives du pilotage par les évaluations, que la FSU-SNUipp dénonce depuis des années.

Pour les élèves de CP, la DEPP met en avant quelques améliorations ponctuelles mais celles-ci demeurent faibles. Les écarts entre élèves hors éducation prioritaire et REP+ restent extrêmement importants en français comme en mathématiques.

Après sept années de « fondamentaux » imposés et d'un pilotage centré sur les évaluations, du CP au CM2, les résultats sont stables ou en baisse, les écarts entre éducation prioritaire et hors éducation prioritaire ne se réduisent pas et certaines compétences se dégradent (notamment en CM2).

Sur les inégalités filles/garçons, le ministère constate mais n'agit pas. Les écarts persistent en français, au profit des filles du CP au CM2 alors qu'en mathématiques, les avantages se renversent dès le CE1 au profit des garçons.

Le plan « filles et maths » reste sans effet faute de moyens réels pour former les enseignant·es.

Les résultats confirment que la politique éducative menée depuis 2017 ne réduit pas les inégalités et n'améliore pas les apprentissages notamment des élèves les plus en difficulté. Cette politique est donc à revoir de fond en comble.

La FSU-SNUipp appelle à restaurer une relation de confiance avec les personnels et à abandonner ces évaluations nationales standardisées et leurs objectifs chiffrés. Elle réclame des moyens renforcés pour l'école publique, particulièrement en éducation prioritaire et la fin des pratiques contre-productives comme la fluence chronométrée ou les méthodes imposées.

Paris, le 21 novembre 2025